



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 99 – 26 JANVIER 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

SEYCHELLES :
HAUSSE ANNUELLE
RECORD DE 15 %
DE TOURISTES EN
2017 ET ARRET
DES VOLS SUR
PARIS PAR AIR
SEYCHELLES

CAP-VERT : HAUSSE
DE 18 % DU SALAIRE
MINIMUM

MALI :
FINANCEMENT DE LA
CENTRALE
PHOTOVOLTAÏQUE
D'AKUO ENERGY
IMPLANTEE A KITA

MAURICE : 30 000
TONNES DE
CHARBON
REMPLEES PAR
L'ARUNDO K12

TCHAD : UNE GREVE
DES TRANSPORTS
ORGANISEE SUITE A
L'AUGMENTATION
DES PRIX DES
CARBURANTS

DJIBOUTI :
DEVELOPPEMENT
D'UN TERMINAL
MULTI-PRODUITS

BURKINA FASO :
LANCEMENT DU
FONDS I&P AFRIQUE
ENTREPRENEURS 2

CAMEROUN : UNE
ENTREPRISE
FRANÇAISE RECRUTE
POUR LA
PROMOTION DE 8
BLOCS PETROLIERS

ETHIOPIE :
COLLOQUE ET
RENCONTRES B2B
ENERGIES
RENOUVELABLES
(23-25 AVRIL)



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Perspectives économiques de la BAfD pour 2018

La croissance attendue pour l'Afrique en 2018 selon la Banque africaine de développement (BAfD) serait de 4,1 % pour le continent, 3,5 % pour l'Afrique subsaharienne (3,9 % en 2019) et seulement 3,6 % pour l'Afrique de l'Ouest. Concernant les pays de la zone : 1) le Nigéria devrait connaître une croissance de 2,1 % en 2018 puis 2,5 % en 2019 ; 2) la croissance ghanéenne devrait atteindre les 8,5 % en 2018 avant de ralentir à 6,2 % en 2019 ; 3) en Sierra Leone, la croissance est attendue à 6,1 % en 2018 puis 6,5% en 2019 ; 4) le Libéria devrait enregistrer une croissance de 3,9 % en 2018 puis de 5 % en 2019.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Bilan 2017 mitigé de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM)

L'année 2017 est marquée par la cotation de deux nouvelles entreprises et par 9 augmentations de capital mais elle est caractérisée par la diminution de l'indice BRVM composite de 16,8 % et de 16,15 % de l'indice BRVM 10. Plusieurs facteurs expliquent cette contreperformance : au mouvement de correction des valeurs (valorisation record sur 2012-2015), de mauvaises performances de certaines entreprises et le retrait d'investisseurs craignant la dépréciation de leur portefeuille ou la perte des plus-values réalisées entre 2012 et 2016. Les investisseurs ont tendance à délaisser le marché des actions (-11,3 % de baisse de la capitalisation boursière) et privilégier le marché obligataire (+18,3 %).

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : recul de l'inflation et activité économique en hausse pour l'année 2017

D'après le dernier rapport du Bureau national de la statistique, l'inflation en décembre s'établit à 15,91 % en glissement annuel contre 15,98 % au mois de novembre, 11^{ème} mois successif de ralentissement. L'année 2017 aura ainsi été marquée par une désinflation initiée dès février, alors que l'inflation avait atteint 18,72 % en janvier 2017 après 15 mois de hausses successives. L'indice des prix des biens alimentaires est également en recul, à 19,42 % en décembre contre 20,30 % en novembre. Autre indicateur positif, le PMI qui s'établit à 59,3 au mois de décembre, marquant la neuvième expansion consécutive du secteur manufacturier en 2017.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Nigéria a décaissé 1,2 Bn NGN au profit des dépenses de capital en six mois

Le bureau de gestion de la dette nigérian (DMO) a annoncé cette semaine que le gouvernement fédéral avait décaissé 1,2 Bn NGN (soit 3,9 Mds USD au taux interbancaire de 305 NGN/USD) au profit des dépenses de capital inscrites pour l'exercice 2017 au cours des six derniers mois. Près de 54 % du montant budgété aurait ainsi été dépensé. Pour rappel, le budget 2017 a été voté le 12 juin 2017 et prévoyait 2,24 Bn NGN pour les dépenses en capital (1/3 de l'enveloppe globale).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le contexte macroéconomique s'est amélioré en 2017

Selon la Banque mondiale, la croissance a repris de la vigueur (6,1 % en 2017 contre 3,8 % et 3,7 % en 2015 et 2016) et est supérieure à la moyenne sub-saharienne (2,4 %), y compris la croissance hors-pétrole (4 % selon le FMI). L'inflation reste élevée, à 11,8 %, mais a nettement diminué puisqu'elle atteignait encore 17,5 % il y a un an. La dépréciation du cedi a été contenue vis-à-vis du dollar (-5 %) mais s'est aggravée vis-à-vis de l'euro (-16 %). La balance commerciale devrait être excédentaire cette année, bien que cela soit plutôt dû à une réduction des importations qu'à un accroissement des exportations.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Quel bilan pour un an d'action gouvernementale au Ghana ?

Le gouvernement a mis en œuvre des mesures de renforcement de l'attractivité en matière d'investissement, à travers la réduction de l'IS à 20 %, et la création d'instances de régulation. Il a également démarré des programmes d'incitation et de soutien en faveur des secteurs agricole et manufacturier. Enfin, des politiques de formalisation de l'économie ont passé le stade de la conception et doivent désormais être mises en œuvre. En revanche, le gouvernement n'a pas encore pu statuer sur une refonte de la loi régulant les PPP et le secteur de l'énergie demeure anémié par les dettes et les impayés. Enfin, du point de vue des entreprises étrangères, on constate un regain de nationalisme du gouvernement, à travers une volonté d'extension du local content.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ The Economist classe le Ghana parmi les 10 économies les plus en croissance en 2018

Dans sa revue « The World in 2018 », The Economist estime que le Ghana devrait connaître une croissance de 6,7 % en 2018 et être ainsi la 7ème économie la plus en croissance en 2018. En Afrique, seule la Guinée atteindrait une croissance supérieure (6,9 %), tandis que la Côte d'Ivoire connaîtrait un taux comparable (6,6 %). La Banque mondiale estime aujourd'hui la croissance ghanéenne à 8,3 %. Ces perspectives économiques très favorables seraient tirées par la production de gaz et de pétrole du site Sankofa-Gye-Nyame et par une croissance hors pétrole estimée à 5 % par le FMI. A moyen-long terme, sur la période 2019-2020, la croissance ghanéenne devrait rester supérieure à la moyenne régionale (proche de 3,5 %) et dépasser les 5%.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : croissance économique de 4,9 % au 3e trimestre 2017

Selon les comptes nationaux trimestriels établis par l'Institut national de statistique (INS), le PIB du pays a augmenté de 4,9 % en variation annuelle, au troisième trimestre de 2017, contre 3 % au trimestre précédent. La consommation finale a accéléré, principalement tirée par les dépenses publiques. L'investissement a baissé de 12,3 %, contre une hausse de 22,4 % au trimestre précédent. Les exportations ont augmenté de 14 %, contre 5,2 % au trimestre précédent et les importations ont augmenté de 5,8 %, après une hausse de 15,0 % sur la période précédente.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : perspectives économiques selon la BAD

Dans son rapport « Perspectives économiques en Afrique 2018 », la BAD estime la croissance du Niger à 5,2 % en 2017 et 5,4 % en 2018, soutenue notamment par l'augmentation des activités liées au secteur pétrolier et du secteur agricole. Le risque de surendettement du pays reste modéré, mais la dette du pays a fortement augmenté ces dernières années, avec un ratio dette publique/PIB passé de 33,7 % en 2014 à 51 % en 2017. La BAD soutient que le relèvement des cours du pétrole et l'accroissement de la production pourraient atténuer la dégradation de la position extérieure du pays. Elle souligne que les défis sécuritaires et la forte croissance démographique de 3,9 % continueront de peser sur les finances publiques.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Togo : recensement des entreprises formelles et informelles

L'Institut national de la statistique des études économiques et démographiques (INSEED) va procéder avec l'appui du gouvernement à une vaste opération de recensement général des entreprises (RGE). L'objectif est d'obtenir un panorama précis des entreprises togolaises, aussi bien formelles qu'informelles, afin notamment de connaître leur importance respective. 730 agents-recenseurs seront mobilisés pour réaliser l'initiative. Un atelier de formation des 450 agents de la région maritime se tient à Lomé depuis le 15 janvier 2018, afin de les former à la collecte des données. L'initiative est soutenue financièrement par l'UE, la Banque mondiale et l'Etat togolais pour un montant total de 960 MFCFA (1,5 M EUR).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : présentation du Budget Policy Statement 2018

Le ministre des Finances H.Rotich a présenté la déclaration de politique budgétaire pour l'année fiscale 2018/19. Sur la base des réalisations budgétaires de juillet à novembre 2017, les estimations pour l'année 2017/18 ont été revues par rapport au Budget, puisque les recettes sont attendues à 19,0 % du PIB, contre 20,6 %, les dépenses à 26,8 % du PIB, contre 27,7 % et le déficit public à 7,9 % du PIB, contre 7,2 %. Pour l'année 2018/19, la forte baisse en volume des dépenses, de 26,8 % du PIB cette année à 25,4 % l'an prochain, devrait permettre de réduire le déficit public à 6,5 % du PIB. A l'horizon 2022, les autorités prévoient un déficit de 3,0 % du PIB, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'East African Community.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : fusion des différentes institutions publiques de financement

Le directeur de l'Administration et de la Fonction Publique du Kenya (Head of Public Service) a annoncé que six institutions publiques vont fusionner afin de créer une seule institution de financement. Les institutions fusionnées sont les suivantes : Kenya Industrial Estates, Development Bank of Kenya, Industrial Development Bank of Kenya, Uwezo Fund, le Youth Enterprise Development Fund et le Women Enterprise Development Fund. La future institution, qui aura les mêmes missions que l'ensemble des précédentes institutions devrait disposer de plusieurs guichets et la fusion permettra une baisse des frais de fonctionnement et une rationalisation des procédures.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : dévaluation de 156 % de la monnaie soudanaise par rapport au dollar

Le taux de change officiel de la Sudanese Guinea (SDG) est passé le 20 janvier de 7 SDG pour 1 USD à 17,96, soit une dévaluation de 156 %, sans la moindre annonce publique. Le taux officiel a plusieurs usages. Il sert notamment de référence pour les mesures statistiques, comme le PIB exprimé en dollar, et qui devrait mécaniquement diminuer. Il sert également de mécanisme indirect de subvention puisque certains produits de base, comme le blé, sont achetés via le taux de change officiel, ce qui revient à subventionner leurs prix par rapport au taux parallèle. Toutefois, à ce jour, la majorité des transactions de change est réalisée au taux parallèle qui est actuellement de 33 SDG pour 1 dollar, qui reste donc inférieur de 83 % au nouveau taux de change officiel.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : hausse annuelle record de 15 % de touristes en 2017 et arrêt des vols sur Paris par Air Seychelles

D'après les chiffres de l'Office national des statistiques, le nombre de visiteurs étrangers a crû de 15 % en 2017. Au total, 350 000 touristes se sont rendus aux Seychelles en 2017 contre 303 000 un an plus tôt. Ces bons résultats s'expliquent en grande partie par l'augmentation des dessertes aériennes directes par les compagnies étrangères et notamment l'arrivée d'Austrian Airlines. Cette tendance devrait se poursuivre en 2018 avec les venues attendues de British Airways en mars, de Joon en mai et de Swiss Edelweiss en septembre. En raison d'une concurrence en hausse, Air Seychelles vient d'annoncer l'arrêt de ses vols directs sur Paris, qui représentaient 30 % de son chiffre d'affaires, et l'interruption en 2019 de son contrat de leasing de deux Airbus A320.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : la Suisse première destination des exportations tanzaniennes

Selon le rapport 2016/17 de la Banque centrale de Tanzanie (Bank of Tanzania, BoT), la Suisse a dépassé l'Inde en tant que première destination des exportations du pays, suivie par l'Afrique du Sud, la Chine et le Kenya. En 2016, les exportations de la Tanzanie vers la Suisse représentaient 16,2 % des exportations totales (767 M USD). Selon la BoT cette évolution découle notamment du poids de l'or dans ces échanges, qui représente 98 % des exportations vers la Suisse, contre 40 % pour l'Inde. Les principales exportations de la Tanzanie sont l'or (1,65 Md USD), le tabac brut (359 M USD), la noix de coco, les noix du Brésil et les noix de cajou (347 M USD), les autres métaux précieux (321 M USD) et les bouteilles en verre (197 M USD).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : analyse optimiste du dernier rapport de la Banque centrale

Le dernier rapport de la Banque centrale fait état d'une croissance économique de 7,0 % du PIB en 2016/17. Sur l'exercice écoulé, l'inflation annuelle aurait été proche de la cible de 5,0 %, à 5,3 %, les recettes fiscales auraient représenté 15,6 % du PIB et le déficit budgétaire 1,5 % du PIB. Les réserves de change se seraient établies à 5 Mds USD en juin 2017 contre 3,8 Mds USD un an auparavant. Par ailleurs, la croissance annuelle du crédit au secteur privé stagnerait à 1,2 % à juin 2017, contre 19,1 % en juin 2016. Ces données diffèrent de celles du FMI, qui n'hésite pas à remettre publiquement en cause les statistiques tanzaniennes et constate une détérioration du climat des affaires. Pour le Fonds, la croissance du PIB a atteint 6,0 % en 2016/17 et est prévu à 6,2 % cette année.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Cap-Vert : hausse de 18 % du salaire minimum

Le gouvernement du Cap-Vert a approuvé, pour 2018, une augmentation du salaire minimum pour les employés, passant de 11 000 CVE (100,5 EUR) à 13 000 CVE (118,7 EUR) par mois, soit une augmentation de 18,2 %. Cette augmentation s'inscrit dans la stratégie des autorités capverdiennes d'atteindre un salaire minimum de 15 000 CVE (137 EUR) à l'horizon 2021.

✉ kokouvi.djabakou@dgtrésor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : modification de la redevance de sécurité aérienne

Un décret instituant une redevance de sécurité perçue sur les passagers à destination et au départ de l'aéroport Félix Houphouët-Boigny a été adopté le 17 janvier en conseil des ministres. La redevance est fixée à 5 000 FCFA pour les vols hors-CEDEAO contre 4 000 FCFA pour les passagers des vols circulant à l'intérieur de la zone. Les vols intérieurs ne sont pas affectés par la redevance. Les ressources collectées sont destinées au financement et à la mise en place de nouvelles technologies permettant d'assurer la maîtrise des flux migratoires et la lutte contre le terrorisme. Ce décret abroge un précédent décret de 2016 qui instituait une redevance de sécurité aérienne fixée à 5 000 FCFA uniquement sur les arrivants.

✉ julie.bompas@dgtrésor.gouv.fr

▼ Niger : création d'un centre de promotion de l'entrepreneuriat des femmes

Un centre, dénommé « Oasis », dédié à la promotion de l'entrepreneuriat féminin vient d'être inauguré. Il est le fruit d'un partenariat entre le groupe français Veolia et Empow'Her, une ONG basée à Paris qui milite pour l'autonomisation sociale et économique des femmes. Oasis a pour ambition d'accompagner 10 000 femmes dans les trois prochaines années et de faire émerger 15 d'entre elles chaque année. Attaché à la protection de l'environnement et possédant un potager éducatif, l'Oasis souhaite également sensibiliser aux enjeux du développement durable.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Maurice : accord de coopération économique Maurice-Inde : 3^e cycle de négociations

Une nouvelle série de discussions se déroule actuellement à Port Louis entre les autorités mauriciennes et indiennes afin de parvenir à un accord élargi de partenariat économique (Comprehensive Economic Cooperation Partnership Agreement – CECPA). Ce futur accord, que les deux parties ambitionnent de signer d'ici mi-2019, porte sur les quatre principaux domaines suivants : commerce des marchandises, échanges de services - notamment financiers -, investissement et coopération économique.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Tchad : le maire de N'Djamena suspendu dans le cadre de la lutte anti-corruption

Le maire de N'Djamena et ses deux adjoints ont été suspendus le 17 janvier 2018 pour mauvaise gestion des ressources. Ils ont été accusés de malversations financières à la suite d'une mission d'inspection gouvernementale qui a contrôlé les comptes municipaux. C'est dans un contexte de lutte accrue contre la corruption, notamment pour favoriser l'assainissement des finances publiques, que cette annonce intervient. Un numéro vert pour inciter à la dénonciation d'agents corrompus a dans ce cadre été mis en place par les autorités, de manière à mieux contrôler les régies financières.

✉ couleaudc@afd.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Burkina Faso : renforcement de la coopération avec la BADEA

Le directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), Sidi Ould Tah, a effectué une visite de travail à Ouagadougou le 20 janvier 2018. Lors de son entretien avec le Chef de l'Etat, il a annoncé la volonté de la BADEA de renforcer la coopération bilatérale avec le Burkina Faso, autour des priorités du gouvernement burkinabè. Les projets vont s'orienter vers les secteurs suivants : routes, eau, appui à la microfinance, aux PME, à l'entrepreneuriat féminin et à l'emploi des jeunes. Il a notamment annoncé le déploiement d'un programme de financement du commerce et d'un programme spécial pour le financement du secteur privé.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : financement de la centrale photovoltaïque d'Akuo Energy implantée à Kita

La Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) vient d'annoncer le « closing » du financement du projet d'implantation et d'exploitation d'une centrale photovoltaïque de 50 MWc en Build-Own-Operate and Transfer (BOOT) à Kita. En complément de son prêt de 6,6 Mds FCFA (10 M EUR), la BOAD a syndiqué des concours bancaires pour un montant total d'environ 75 M EUR. Cette centrale, qui sera réalisée par la société Akuo Kita Solar, serait la 1^{ère} centrale photovoltaïque détenue et exploitée par une filiale du producteur d'électricité indépendant français Akuo Energy. Avec cette initiative, le Mali entend augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique à 25 %, avec un objectif de 61 % d'ici 2033.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : don de 300 M Yuan (46,5 M USD) de la Chine

La Chine vient de co-signer avec la Mauritanie, un accord de coopération technique et économique portant sur un don de 300 M Yuan (46,5 M USD), pour financer la construction d'un pont routier à Nouakchott et l'acquisition d'équipements de sécurité pour l'aéroport international de Nouakchott.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : relèvement du niveau de financement du programme IDA avec la Banque mondiale

La directrice des opérations de la Banque mondiale pour la Mauritanie, le Sénégal, le Cap Vert, la Guinée Bissau et la Gambie, a annoncé le relèvement par son institution, du niveau des financements pour la Mauritanie, dans le cadre de son programme avec l'Association internationale pour le développement (IDA). Le financement devrait ainsi passer de 80 M USD à 210 M USD pour les trois prochaines années. Pour mémoire les deux parties sont liées par un accord de partenariat couvrant la période 2018 – 2022.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : programme d'extension du réseau électrique du grand Lomé**

L'AFD, chef de file du programme, avec le soutien de l'allemand KfW et l'UE, vient de signer une convention de financement avec le gouvernement togolais pour la mise en œuvre du Programme d'extension du réseau électrique de Lomé (PEREL). Il s'agit d'un prêt souverain concessionnel de 30 M EUR de l'AFD, complété de subventions de la KfW (10 M EUR) et de l'UE (8 M EUR). Ces financements conjoints (47,8 M EUR au total) permettront d'étendre le réseau basse tension sur 1 800 km, d'acquérir 20 000 kits de connexion et de reconstruire le centre de commande pour la distribution. 65 000 à 70 000 ménages vivent dans les zones concernées, qui sont autant de clients potentiels pour la CEET.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : financement de l'AFD pour la réhabilitation du port de Mombasa**

L'AFD va financer un projet de réhabilitation du port de Mombasa dont la première tranche de travaux devrait démarrer dès 2018. La Kenya Ports Authority (KPA) bénéficiera d'un prêt non-souverain de 100 M EUR de l'AFD, qui devrait être complété d'un prêt équivalent de la BEI ainsi que d'une subvention de 20 M EUR de l'UE. Le projet consiste en la réhabilitation de quatre quais en service depuis plus de 50 ans, afin de permettre l'accueil de navires de plus grande capacité et d'améliorer l'efficacité globale du port. Un nouveau terminal à conteneurs devrait également voir le jour. Les travaux devraient durer trois ans.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : signature d'un accord de financement sur les aires protégées entre l'AFD et le ministère des Finances et du Budget**

Signé le 18 janvier en présence de l'ambassadrice de France à Madagascar, cet accord porte sur l'octroi par l'AFD d'une subvention de 7 M EUR au projet dit « KOBABY » – « conservation » en dialecte antakaraña. L'Etat malgache contribue quant à lui pour 1,4 M EUR à ce projet visant à renforcer la lutte contre la déforestation et à sauvegarder la biodiversité de la région Diana (nord). D'une durée de 5 ans, « KOBABY » doit favoriser les activités génératrices de revenus pour la population locale dans l'agriculture, la pêche, l'artisanat et le tourisme. Outre la préservation des trois zones existantes gérées par l'organisme public Madagascar National Parks, six nouvelles aires protégées seront créées.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : prêt de 10 M USD du Fonds de Développement d'Abu Dhabi (FDAD) dans le photovoltaïque**

Ce prêt est accordé à la compagnie publique d'électricité, le Central Electricity Board, pour l'installation de systèmes photovoltaïques sur les toits de 10 000 foyers. Il devrait permettre l'adjonction de 10 MW de capacité supplémentaire de production électrique. Ce financement s'inscrit dans le cadre d'une ligne de crédit des Emirats Arabes Unis d'un montant total de 350 M USD pour des prêts à taux concessionnels afin de financer des projets d'énergie renouvelable dans les pays en développement.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : le gouvernement tchadien échange avec ses partenaires sur le financement du Plan National de Développement (PND)

Cet échange fait suite aux promesses formulées à l'issue de la table ronde des bailleurs tenue à Paris les 7 et 8 septembre 2017. 305 projets ont ainsi été formulés dans le plan, pour un montant de 3 359,19 Mds FCFA pour le secteur public et 7 291,95 Mds FCFA pour le secteur privé, pour un besoin de financement de 3 700 Mds FCFA. Les partenaires ont cependant indiqué que l'efficacité du plan dépendrait d'abord de la mise en œuvre de réformes, dont les principales sont la gestion de l'administration publique et de la gestion des finances publiques, l'efficacité de la mobilisation des recettes et la réforme du climat des affaires.

✉ couleaudc@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Niger : 5 millions de tonnes de céréales produites en 2017

Selon le ministre nigérien de l'agriculture et de l'élevage, Albade Abouba, la production brute globale de céréales a été de 5 854 623 tonnes en 2017 pour un disponible net de 4 956 117 tonnes et des besoins de 4 927 437 tonnes. Cette campagne a donc permis de réaliser un excédent de 28 680 tonnes. Un déficit a été constaté au niveau de la production fourragère. Le bilan de la production de fourrage est de 15 785 834 tonnes de matières sèches pour un besoin global du cheptel évalué à 26 726 827 tonnes pour les neuf premiers mois de l'année.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Côte d'Ivoire : hausse substantielle de la production d'or

Selon le gouvernement ivoirien, la production d'or est passée de 12 tonnes en 2011 à 25,4 tonnes en 2017. Le gouvernement a délivré 29 permis de recherche en 2017 portant le nombre total de permis délivrés à 164. Le secteur minier dans son ensemble (or, bauxite, nickel, cuivre, fer) n'a représenté que 2,8 % du PIB ivoirien en 2017. Son chiffre d'affaires a été de 539 Mds FCFA (822 M EUR), en hausse de 10 % par rapport à 2016. Le secteur minier totalisait près de 44 000 emplois directs et indirects fin 2017, en progression de 21 % par rapport à 2016 (33 000 emplois).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : 30 000 tonnes de charbon remplacées par l'Arundo K12

Dans le cadre du programme national de transition énergétique qui vise un taux de 35 % d'énergies renouvelables dans sa matrice énergétique totale d'ici 2025, près de 30 000 tonnes de charbon utilisées annuellement dans des chaudières industrielles vont-êtré remplacées par le recours à l'Arundo K12. Il s'agit d'une plante très robuste mise au point pour être cultivée à Maurice qui possède un fort pouvoir calorifique et n'émet pas de gaz à effet de serre. Cette variété végétale a été développée par la firme mauricienne Equilibre Bio-energy Production qui vient de passer un contrat de partenariat avec la société Exergetics spécialisée dans les solutions de production d'énergies renouvelables.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : vers une augmentation substantielle de la production électrique ougandaise en 2018**

Le gouvernement prévoit l'entrée en fonction des barrages hydroélectriques d'Isimba (183 MW) et de Karuma (600 MW) - dont les constructions sont achevées à 75 % et à 71 % - respectivement en août et en décembre prochains. Les deux barrages représenteraient un coût de 2 Mds USD pour le gouvernement. À l'heure actuelle, la capacité installée d'électricité du pays s'élève à environ 850 MW, la centrale Bujagali générant à elle seule 250 MW, le solde étant produit par Kiira, Nalubale et d'autres petites unités.

✉ hocine.mourchid@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tchad : une grève des transports organisée suite à l'augmentation des prix des carburants**

Soumis à une grave crise budgétaire, le gouvernement tchadien a décidé en application de la loi de Finances 2018 d'augmenter le prix des carburants de 568 à 590 F CFA par litre pour le gasoil et de 523 à 570 F CFA pour l'essence, provoquant la colère des transporteurs locaux, qui ont fait grève le lundi 22 janvier. Ces tensions s'ajoutent à un climat social très agité en raison de mesures d'austérité diverses, comme la hausse de l'impôt sur les Revenus des Personnes Physiques. La marche organisée le jeudi 25 janvier dans la capitale par des organisations de la société civile pour protester contre ces réformes a officiellement été reportée par les autorités.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ **Industries**

▼ **Ethiopie : début des investissements textiles chinois dans le parc industriel de Dire Daw**

Le fabricant de textile chinois, Wuxi no.1, va investir dans une vaste usine de tissage intégrée dans le parc industriel de Dire Dawa. Le projet vise une usine sur 42 hectares via un investissement de 220 M USD. L'usine serait opérationnelle en 2019 et Wuxi No. 1 prévoit d'embaucher 3000 personnes. Grâce à son installation en Ethiopie, la société vise à accroître ses exportations vers les marchés américain et européen pour le compte de ses grands clients mondiaux.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

Services

Renforcement des capacités du secteur aérien au Nigéria

La compagnie nigériane AeroContractors célèbre la première visite de maintenance (C-Check) réalisée localement pour ses avions. Cette avancée de savoir-faire va permettre aux compagnies locales de réduire leurs coûts de maintenance jusqu'alors facturés uniquement par des prestataires étrangers : avec un coût moyen de 2 M USD par appareil, les compagnies nigérianes déboursent près de 118 M USD tous les 18 mois pour les opérations de C-Check. Autre information du secteur, Ethiopian Airlines a exprimé son intérêt pour les travaux menés entre le gouvernement nigérien et Lufthansa pour le développement d'une compagnie nationale. Le groupe serait actuellement en pourparlers avec d'autres compagnies privées dans le but d'un éventuel partenariat.

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

Nigéria : besoin de plus de 120 000 km de réseaux de fibres optiques

D'après Umar Garba Danbatta, vice-président exécutif de la Nigerian Communications Commission (NCC), le pays aurait actuellement besoin de plus de 120 000 km de réseaux de fibres afin d'y développer l'accès au haut débit. Aujourd'hui, seulement 38 000 km seraient couverts. Ces révélations chiffrées ont été adressées samedi 20 janvier à une délégation du Conseil consultatif sur la politique industrielle et la compétitivité du Nigeria, à Abuja. Umar Garba Danbatta a également invité le gouvernement fédéral à s'assurer que chacun des 36 états adhèrent à la résolution du Conseil économique national sur les droits de passage qui fixe les prix pour la pose de fibre dans chaque partie du pays.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

Côte d'Ivoire: IVECO va livrer 500 nouveaux bus à la SOTRA en 2018

La Société des transports abidjanais (SOTRA) et le groupe italo-américain IVECO ont signé le 23 janvier dernier à Paris un accord commercial, en vue de l'acquisition en 2018/2019 de 450 autobus neufs dont une partie fonctionnant avec de l'énergie à gaz. Cette signature s'est faite sous la supervision du ministre ivoirien des Transports, Amadou Koné. L'acquisition est financée via un crédit acheteur proposé par la banque tchèque CSOB. 400 Bus Diesel Crossway Low Entry ont été fabriqués en République Tchèque et 50 Bus à Haut niveau de service (BHNS) Crealis au gaz naturel ont été fabriqués en France.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

Djibouti : développement d'un terminal multi-produits

Début janvier 2018, le Directeur général de Rubis Terminal, M. François Terrassin et le Directeur général de la Société Internationale des Hydrocarbures de Djibouti, M. Dabar Adaweh Ladieh, ont signé un Memorandum of Understanding en vue de la création et de la gestion d'un nouveau terminal multi-produits à Djibouti. Cet investissement conjoint sera localisé dans la future zone portuaire de Damerjog à Djibouti. Il permettra le stockage de d'hydrocarbures, de produits liquides et chimiques (engrais et agroalimentaires) pour servir le marché éthiopien et à terme l'Afrique de l'Est.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : partenariat d'Ethiopian Airlines pour redémarrer Zambia Airways**

Le gouvernement zambien en partenariat avec la compagnie aérienne publique éthiopienne vise à relancer son transporteur national et développer Lusaka en hub pour l'Afrique australe. L'accord prévoit une part majoritaire de 55 % pour le gouvernement zambien et 45 % pour Ethiopian Airlines. Ce partenariat devrait stimuler le tourisme et les flux commerciaux zambiens. De son côté, Ethiopian développe, depuis quelques années, une stratégie de multiplication des hubs régionaux en Afrique. A l'horizon 2025, le transporteur éthiopien vise 10 Mds USD de revenus (2,5 Mds USD en 2015/2016) et une flotte de 140 avions (90 actuellement).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Le français Ocea va livrer deux bateaux patrouilleurs à la marine nigériane

Le constructeur naval français Ocea s'apprête à livrer début 2018 deux bateaux patrouilleurs de modèle FPB 72 à la marine Nigériane. D'une longueur de 24m et d'une largeur de 5,8m, ils seront dotés de mitrailleuses et pourront accueillir un équipage de dix de personnes. Ils permettront à la marine nigériane de renforcer la sécurité sur les eaux nationales. Ces bateaux font partie d'une commande de trois FPB 72 et de deux FPB110 MkII. Pour rappel, en 2013, Ocea avait déjà livré trois FPB 72 ainsi qu'un FPB 98 d'une longueur de 32m en 2014 commandés par l'Autorité Nigériane Portuaire (NPA) pour l'usage de la marine nationale. En septembre 2017, ils avaient livrés deux FPB 72 supplémentaires.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Swipha interrompt provisoirement ses opérations au Nigéria

Swiss Pharma Nigeria Limited (Swipha) a décidé d'interrompre temporairement ses opérations au Nigéria afin de protéger ses installations. Cette décision intervient suite aux grèves entamées depuis mi-décembre par le personnel, en réaction aux licenciements de certains d'entre eux et la mise en place de la nouvelle politique du groupe. Pour rappel, le français Biogaran (groupe Servier) a racheté Swipha en mars 2017 alors que l'entreprise était à court de liquidités et menaçait de fermer.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Dangote Cement s'implante au Libéria pour un investissement de 41 M USD

Le groupe nigérian Dangote Cement a signé un accord avec le Libéria pour développer l'industrie locale du ciment. Le projet, approuvé par le Sénat, prévoit un investissement de 41 M USD sur les dix prochaines années. L'accord conclu entre le groupe Dangote et le gouvernement sera révisé dans 5 ans afin de s'assurer que les activités de l'entreprise participent à l'économie locale et notamment à la rénovation de routes et du terminal portuaire. Pour information, Aliko Dangote, fondateur et CEO du groupe, a été classé en 2018 pour la 7ème année consécutive « homme le plus riche d'Afrique » par le magazine Forbes.

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : lancement du fonds I&P Afrique Entrepreneurs 2

Le président d'Investisseurs & Partenaires, Jean-Michel Severino, s'est rendu à Ouagadougou le 11 janvier afin de rencontrer les entrepreneurs et la presse burkinabè pour échanger autour des projets d'investissements d'I&P dans la zone sahélienne. Le groupe a annoncé récemment le lancement de son nouveau fonds I&P Afrique Entrepreneurs 2 (IPAE 2), doté à terme de plus de 76 M EUR. IPAE 2 devrait réaliser entre 5 et 10 investissements au Burkina Faso, Mali et Niger, dans les cinq années à venir. I&P compte déjà plusieurs opérations au Burkina Faso, notamment dans le fonds d'investissement Sinergi Burkina qui a récemment participé au financement de l'usine de transformation agroalimentaire Agroserv Industrie.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : une entreprise française recrutée pour la promotion de 8 blocs pétroliers**

La CGG (Compagnie Générale de Géophysique), entreprise française spécialisée dans l'exploration du sous-sol, a signé un accord avec la Société Nationale des hydrocarbures (SNH), en vue de la promotion de 8 blocs pétroliers auprès des compagnies pétro-gazières internationales. Ces 8 blocs, situés aussi bien en onshore qu'en offshore, dans les bassins sédimentaires du Rio del Rey et de Douala/Kribi-Campo, feront l'objet de présentations devant de potentiels explorateurs, dans les villes de Londres (Grande Bretagne) et de Houston (Etats-unis). La période de promotion s'étalera du 15 janvier au 29 juin 2018.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le Chantier naval et industriel licencie 270 employés**

Le motif économique est invoqué par la direction générale du Chantier naval et industriel pour justifier cette réduction massive du personnel. Elle met en œuvre depuis 2015 un plan de restructuration de l'entreprise. Le volet social de ce plan prévoit une réduction des effectifs à hauteur de 473 employés sur les 750 que compte cette entreprise publique. La situation financière du Chantier naval serait très critique et la crise du secteur pétrolier n'y serait pas étrangère.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Ethiopie : colloque et rencontres B2B Energies Renouvelables (23-25 avril)**

Le secteur de l'énergie est une des grandes priorités du gouvernement éthiopien, pour répondre à la croissance de la demande locale et exporter vers les pays voisins. Le mix énergétique éthiopien est basé sur les ENR : hydraulique principalement mais également projets éoliens, géothermiques ou encore développement du solaire photovoltaïque et des biocarburants ; l'objectif étant d'atteindre en 2020 une capacité installée de 20 000 MW, de 37 000 MW en 2037 et la neutralité en émission carbone en 2030 (investissements estimés à 100 milliards USD). Le gouvernement encourage la participation du secteur privé et de nombreuses opportunités sont à saisir.

📧 Information et inscription : magali.pialat@businessfrance.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

anne.cussac@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :

objectifafrique_daoui@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

